

DRÔME | Alors que le budget du Département est voté ce lundi à Valence, une manifestation est prévue

La politique jeunesse de la Drôme "enterrée" ce matin

La pluie ne devrait pas les empêcher d'être là. Ce matin, le collectif des éducateurs de la Drôme, a décidé d'être devant le conseil départemental où est voté le budget. Et pour marquer leur désapprobation face aux décisions prises en matière de prévention spécialisée, et plus globalement de la politique jeunesse du Département, ils ont décidé d'organiser ses obsèques.

« Sous la précédente mandature, un poste était soutenu à hauteur de 55 000 euros versés à la Ville par le Département, explique le porte-parole du collectif, Alexis Coutin. Aujourd'hui, Patrick Labaune, le président du département a décidé que ce serait 35 000 euros par poste ». En outre, deux éducateurs sont désormais accordés par quartier labellisé "politique de la Ville", ce qui, du coup réduit considérablement le nombre d'éducateurs dans les communes drômoises.

« On met des caméras mais on enlève du monde dans les rues. [...] Le président du conseil départemental a une méconnaissance totale du sujet. Il nous attaque sur l'économie ? Mais d'une part quand il a pris le Département il a dit que les finances étaient saines, puis ensuite il a déclaré que pour des questions budgétaires, son premier dossier sera celui de la prévention spécialisée ! Sauf qu'en réalité l'économie réalisée représente entre 0,12 et 0,14 % du budget du Département ! »

Et puis, ajoute-t-il encore, « c'est vrai que notre mission a un coût. Mais nos frais de structures sont très faibles. Nos entretiens se passent la plupart du temps dans



« Quand Patrick Labaune dit que la preuve que la prévention ne fonctionne pas, c'est que les maires en demandent moins, la réalité c'est qu'en donnant 35 000 euros pour un poste qui coûte bien plus que ça, les maires préfèrent en prendre moins pour pouvoir les payer ! » dénonce le collectif.

la rue. Et on produit de l'économie : chaque fois qu'un jeune raccroche à un projet d'insertion, qu'il ne sombre pas dans la désespérance, qu'il ne consomme pas de produit, ne part pas en cure ou post-cure, qu'il évite la prison, reste dans sa famille et reprend une vie apaisée...

Vous savez combien ça coûte un jeune en foyer ? 150 à 170 euros par jour ! Il dit qu'il fait une économie de 1 million sur la prévention ? Mais 1 million, c'est 18 gamins placés à l'année. Et je pense qu'on

peut dire que sur la Drôme on évite largement à 18 gamins d'être placés chaque année. Sauf que ce n'est pas prouvable. On ne peut pas prouver

quelque chose qui n'est pas arrivé ! Et il ne faut pas oublier non plus que nous sommes soumis au secret professionnel, et que nous ne pouvons pas parler des cas que nous traitons. »

Ainsi, si l'argument économique n'est pas recevable, pour Alexis Coutin, la réalité de la décision est purement "idéologique". « Labaune c'est

« L'économie représente 0,12 à 0,14 % du budget du Département ! »

la droite dure. Et c'est toute la politique sociale qui est visée. Le planning familial perd 10 %, la mission locale 50 % de ses chantiers, les centres de dépistage ferment... » Et politiquement, dit-il, mé-

me du côté des socialistes, personne ne les défend franchement. « Déjà à l'époque de Didier Guillaume on sait que le DGS avait travaillé à la suppression intégrale de la prévention spécialisée. D'où la tiédeur actuelle de l'opposition peut-être... »

Même si une socialiste nous a assuré que toutes sortes de prospectives pour des économies sont faites et que tant que les politiques ne donnent pas leur accord, ces rapports n'ont pas de valeur... »